

REPUBLIQUE FRANCAISE

RAPPORT N° 63

**CONSEIL DEPARTEMENTAL
DES BOUCHES-DU-RHONE**

REUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 9 Septembre 2016

SOUS LA PRESIDENCE DE MME MARTINE VASSAL

RAPPORTEUR(S) : MME BRIGITTE DEVESA

OBJET

Participation financière du Département pour le fonctionnement des CAMSP -
Exercice 2016

**Direction Générale Adjointe de la Solidarité
Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique
1 31 06**

PRESENTATION

Les CAMSP (Centres d'Action Médico-Sociale Précoce) sont des structures polyvalentes ou spécialisées, destinées au dépistage, diagnostic et traitement des enfants de moins de 6 ans présentant des troubles du développement et du comportement ou atteints de handicaps sensoriels, moteurs ou mentaux associés ou non à des difficultés psycho-sociales.

Ils ont été créés, dans le cadre du 1^{er} plan périnatalité (1970-1975) par la loi N° 75-534 du 30 juin 1975, loi d'orientation en faveur des personnes handicapées, qui a hissé pour la première fois la prévention et le dépistage des handicaps au rang des priorités nationales.

Ces structures ont pour mission d'assurer, soit au cours de consultations, soit à domicile, soit dans les lieux de vie des enfants (crèches, halte-garderie, écoles maternelles), une guidance des familles dans les soins et l'éducation spécialisée adaptés à l'âge de l'enfant par une prise en charge thérapeutique et éducative à caractère ambulatoire qui permet le maintien de l'enfant dans son cadre de vie habituel.

Enfin, les CAMSP soutiennent l'intégration sociale et scolaire des enfants (aides et conseils aux professionnels de la petite enfance), et ils aident les familles dans leurs démarches administratives et sociales. Leur action entre pleinement dans le cadre des missions réglementaires du Département en faveur de la petite enfance.

Depuis 2011, la tutelle de ces établissements est assurée par l'ARS qui arrête leur budget global de fonctionnement conjointement avec le Département (art L343-1 et 2 du code de l'action sociale et des familles).

Le financement des CAMSP est défini à l'article L2112-8 du Code de Santé Publique : « Le financement des centres d'action médico-sociale précoce mentionnés à l'article L2132-4 est assuré par une dotation globale annuelle à la charge des régimes d'assurance maladie pour 80 % de son montant et du département pour le solde ».

Cette participation a fait l'objet de la passation de conventions lors de la création de chaque CAMSP.

Les CAMSP bénéficient d'équipes médicales et para-médicales pluridisciplinaires composées de :

- médecins spécialisés : pédiatre, neuropédiatre, pédopsychiatre,
- psychologue,
- psychomotricien,
- puéricultrice, éducatrice de jeunes enfants, assistante sociale,
- rééducateurs : kinésithérapeute, orthophoniste, orthoptiste, éducateur spécialisé...

Leurs équipes, qui viennent de secteurs divers (hôpitaux service de pédiatrie, inter secteurs infantile juvénile, secteur privé ou libéral), formalisent ainsi un travail en réseau au bénéfice des enfants et leurs familles.

Les CAMSP travaillent en partenariat avec les structures de la petite enfance qui leur orientent aussi des enfants (service PMI du Département, crèches, écoles maternelles...).

Situation dans le Département

Très tôt, le Département des Bouches-du-Rhône s'est engagé dans le développement de ce dispositif qui permet le dépistage des handicaps de l'enfant avec des moyens appropriés : prise en charge précoce, globale, à caractère ambulatoire, préservant les liens de l'enfant avec sa famille.

Il existe 10 CAMSP dans les Bouches-du-Rhône (8 publics et 2 privés) (sur 24 pour toute la région PACA).

1- CAMSP de la Timone : polyvalent et spécialisé (délocalisé sur l'hôpital Salvator)

- 150 places pour la section polyvalente
- 150 places pour la section déficients auditifs

Tous deux gérés par l'A.P-H.M

2 - CAMSP de l'Hôpital Nord : polyvalent

- 150 places

3 - CAMSP du Centre Hospitalier d'Aix : polyvalent

- 80 places

géré par le C.H. d'Aix

4 - CAMSP d'Aubagne : polyvalent

- 60 places

géré par le C.H. d'Aubagne

5 - CAMSP Martigues - Marignane : polyvalent

- Marignane 40 places

- Martigues 50 places

géré par le C.H. de Martigues

6 - CAMSP René Bernard du Centre Hospitalier de Salon : polyvalent

- 80 places

géré par le C.H. de Salon

7 – CAMSP du Centre Hospitalier Edouard Toulouse

- **La Rose** 160 places

- **St. Louis** 80 places

géré par le Centre Hospitalier Spécialisé Edouard Toulouse

8 – CAMSP d'Arles

- 50 places

géré par l'hôpital général Joseph Imbert

9 - CAMSP de la Ciotat : polyvalent,

- 80 places, géré par l'A.R.I. (Association Régionale pour l'Intégration)

10 - CAMSP Saint-Thys : spécialisé

- 30 places pour enfants présentant des anomalies neuro-motrices

géré par l'Association d'Aides aux Infirmes moteurs cérébraux

PROPOSITION

Le présent rapport a pour objet de fixer le montant de la participation financière du Département à allouer à chacun des 10 C.A.M.S.P des Bouches du Rhône au titre de l'exercice 2016, après une application d'un taux de 0,45 % par rapport à l'exercice précédent, exception faite de deux CAMSP pour qui la base du calcul a été revue à la hausse :

- CAMSP du Centre Hospitalier Edouard Toulouse : en 2015, son projet d'un plan renforcement du dépistage de l'autisme, a été retenu dans le cadre d'un appel à candidature lancé par l'Agence Régionale de Santé PACA, et a fait l'objet d'une participation du Département à hauteur de 20 % également, soit 20 000 euros, lors d'un rapport distinct. Ce renforcement correspond toutefois à une mesure pérenne, et le montant se trouve répercuté sur l'exercice 2016 (+ 7,19 %).

- CAMSP SALON : des crédits supplémentaires de 21 000 euros ont été accordés en 2015, versant Assurance Maladie, également de façon pérenne. Cette augmentation a été appliquée à la décision tarifaire 2016 (+ 4,258 %).

En 2016, un nouvel appel à candidature est lancé par l'ARS, visant à renforcer deux autres CAMSP, pour le dépistage de l'autisme. Cette mesure générera une dépense supplémentaire de 40 000 euros, et sera formalisée, ultérieurement, dans un autre rapport.

La participation du Département s'est élevée, pour les trois dernières années à :

- 2015 : 1 729 090,96 euros (+ 0,5 %)

- 2014 : 1 720 488,52 euros (+ 0,9 %)

- 2013 : 1 705 142,22 euros (+ 1,485 %)

Au vu de ces éléments, je vous propose de porter la participation du Département à **1 762 235,47 €** répartis selon le tableau ci-après :

	Budget Assurance Maladie (80 %)	Participation du Département (20 %)	TOTAL
C.A.M.S.P. CH ARLES	441 592,61 €	110 398,15 €	551 990,76 €
C.A.M.S.P. CH AUBAGNE	665 730,78 €	166 432,70 €	832 163,48 €
C.A.M.S.P. DU CHG D'AIX-EN-PRCE	548 211,86 €	137 052,96 €	685 264,82 €
C.A.M.S.P. DE LA CIOTAT	313 954,54 €	78 488,63 €	392 443,17 €
C.A.M.S.P. DE LA ROSE BEGUDE / SAINT LOUIS	1 278 035,65 €	319 508,91 €	1 597 544,56 €
C.A.M.S.P. DE LA TIMONE	1 572 955,78 €	393 238,94 €	1 966 194,72 €
C.A.M.S.P. DU CH DE MARTIGUES	560 711,93 €	140 177,98 €	700 889,91 €
C.A.M.S.P. HOPITAL NORD	769 602,97 €	192 400,74 €	962 003,71 €
C.A.M.S.P. RENE BERNARD CHG SALON	577 565,22 €	144 391,30 €	721 956,52 €
C.A.M.S.P. SAINT-THYS	320 580,63 €	80 145,16 €	400 725,79 €
TOTAL GENERAL	7 048 941,97 €	1 762 235,47 €	8 811 177,44 €

A ce jour a été mandaté à :

CAMSP St-Thys	
1er trimestre 2016	19 946,53 €
2 ^e trimestre 2016	19 946,53 €
TOTAL	39 893,06 €

Le reliquat du CAMSP St-Thys, au titre de l'exercice 2016 s'élève donc à : **40 252,10 euros.**

INCIDENCE FINANCIERE

En cas de décision favorable, la dépense correspondante sera prélevée sur les crédits inscrits au budget départemental au chapitre 65, Fonction 41, article 6558 de l'exercice 2016.

N° de programme	N° d'opération	Libellé	Imputation	Engagement CP
10319	1000649	Promotion Santé Enfant	65-41-6558	1 722 342,41

CONCLUSION

Au bénéfice des considérations qui précèdent et sur proposition de Madame le Délégué à la Protection de l'Enfance, Prévention Sanitaire et Protection Maternelle et Infantile, je vous serais obligée de bien vouloir prendre la délibération ci-jointe.

Signé
La Présidente du Conseil Départemental

Martine VASSAL

ARRETE

Fixant la part du budget global prévisionnel
du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de l'**HOPITAL NORD**
à la charge du Département des Bouches-du-Rhône pour 2016.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

VU le code de l' Action Sociale et des Familles,

VU le Code de la Santé Publique,

VU la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

VU le décret 76-389 du 15 avril 1976 complétant le décret 56-284 du 9 mars 1956, modifié, fixant les conditions techniques d'agrément des établissements privés de cure et de prévention pour les soins aux assurés sociaux par l'annexe XXXII bis concernant les conditions techniques d'agrément des Centres d'Action Médico-Sociale Précoce,

Vu le décret n° 83-1067 du 8 décembre 1983 relatif aux transferts de compétences en matière d'action sociale et de santé,

VU le décret n° 2004-1136 du 21 octobre 2004 relatif au code de l'action sociale et des familles,

Considérant la convention bipartite du 18 mai 2001 relative à la charge financière du Département limitée à 20 % du budget global de fonctionnement,

VU, la délibération n° ... du 9 septembre 2016 de la Commission Permanente du Conseil départemental,

Sur proposition du Directeur Général des Services du Département des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1.- Le montant de la part limitée à 20 % du budget global prévisionnel de fonctionnement du

Centre d'Action Médico-Sociale Précoce
de l'HOPITAL NORD
13015 MARSEILLE

laissé à la charge financière du Département des Bouches-du-Rhône, est fixé à :
192 400,74 € pour l'exercice 2016.

ARTICLE 2.- Le versement sera effectué en une seule fois.

ARTICLE 3.- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification et sociale – 119 avenue Maréchal de Saxe, 69003 Lyon Cedex 3 – dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification, pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4.- Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint de la Solidarité, le Directeur de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique et le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

La Présidente du Conseil départemental

Martine VASSAL

ARRETE

Fixant la part du budget global prévisionnel
du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de **LA TIMONE**
à la charge du Département des Bouches-du-Rhône pour 2016.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

VU le code de l' Action Sociale et des Familles,

VU le Code de la Santé Publique,

VU la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

VU le décret 76-389 du 15 avril 1976 complétant le décret 56-284 du 9 mars 1956, modifié, fixant les conditions techniques d'agrément des établissements privés de cure et de prévention pour les soins aux assurés sociaux par l'annexe XXXII bis concernant les conditions techniques d'agrément des Centres d'Action Médico-Sociale Précoce,

Vu le décret n° 83-1067 du 8 décembre 1983 relatif aux transferts de compétences en matière d'action sociale et de santé,

VU le décret n° 2004-1136 du 21 octobre 2004 relatif au code de l'action sociale et des familles,

Considérant la convention bipartite du 18 mai 2001 relative à la charge financière du Département limitée à 20 % du budget global de fonctionnement,

VU, la délibération n° ... du 9 septembre 2016 de la Commission Permanente du Conseil départemental,

Sur proposition du Directeur Général des Services du Département des Bouches-du-Rhône,

A R R E T E

ARTICLE 1.- Le montant de la part limitée à 20 % du budget global prévisionnel de fonctionnement du

Centre d'Action Médico-Sociale Précoce
de la TIMONE
13015 MARSEILLE

laissé à la charge financière du Département des Bouches-du-Rhône, est fixé à :

393 238,94 € pour l'exercice 2016.

ARTICLE 2.- Le versement sera effectué en une seule fois.

ARTICLE 3.- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification et sociale – 119 avenue Maréchal de Saxe, 69003 Lyon Cedex 3 – dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification, pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4.- Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint de la Solidarité, le Directeur de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique et le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

La Présidente du Conseil départemental

Martine VASSAL

ARRETE

Fixant la part du budget global prévisionnel
du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de l'Hôpital **EDOUARD TOULOUSE**
à la charge du Département des Bouches-du-Rhône pour 2016.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

VU le code de l' Action Sociale et des Familles,

VU le Code de la Santé Publique,

VU la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

VU le décret 76-389 du 15 avril 1976 complétant le décret 56-284 du 9 mars 1956, modifié, fixant les conditions techniques d'agrément des établissements privés de cure et de prévention pour les soins aux assurés sociaux par l'annexe XXXII bis concernant les conditions techniques d'agrément des Centres d'Action Médico-Sociale Précoce,

Vu le décret n° 83-1067 du 8 décembre 1983 relatif aux transferts de compétences en matière d'action sociale et de santé,

VU le décret n° 2004-1136 du 21 octobre 2004 relatif au code de l'action sociale et des familles,

Considérant la convention bipartite du 18 mai 2001 relative à la charge financière du Département limitée à 20 % du budget global de fonctionnement,

VU, la délibération n° ... du 9 septembre 2016 de la Commission Permanente du Conseil départemental,

Sur proposition du Directeur Général des Services du Département des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1.- Le montant de la part limitée à 20 % du budget global prévisionnel de fonctionnement du

Centre d'Action Médico-Sociale Précoce
de l'Hôpital EDOUARD TOULOUSE
13015 MARSEILLE

laissé à la charge financière du Département des Bouches-du-Rhône, est fixé à :

319 508,91 € pour l'exercice 2016.

ARTICLE 2.- Le versement sera effectué en une seule fois.

ARTICLE 3.- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification et sociale – 119 avenue Maréchal de Saxe, 69003 Lyon Cedex 3 – dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification, pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4.- Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint de la Solidarité, le Directeur de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique et le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

La Présidente du Conseil départemental

Martine VASSAL

ARRETE

Fixant la part du budget global prévisionnel
du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce **d'AIX EN PROVENCE**
à la charge du Département des Bouches-du-Rhône pour 2016.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

VU le code de l' Action Sociale et des Familles,

VU le Code de la Santé Publique,

VU la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

VU le décret 76-389 du 15 avril 1976 complétant le décret 56-284 du 9 mars 1956, modifié, fixant les conditions techniques d'agrément des établissements privés de cure et de prévention pour les soins aux assurés sociaux par l'annexe XXXII bis concernant les conditions techniques d'agrément des Centres d'Action Médico-Sociale Précoce,

Vu le décret n° 83-1067 du 8 décembre 1983 relatif aux transferts de compétences en matière d'action sociale et de santé,

VU le décret n° 2004-1136 du 21 octobre 2004 relatif au code de l'action sociale et des familles,

Considérant la convention bipartite du 18 mai 2001 relative à la charge financière du Département limitée à 20 % du budget global de fonctionnement,

VU, la délibération n° ... du 9 septembre 2016 de la Commission Permanente du Conseil départemental,

Sur proposition du Directeur Général des Services du Département des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1.- Le montant de la part limitée à 20 % du budget global prévisionnel de fonctionnement du

Centre d'Action Médico-Sociale Précoce
du Centre Hospitalier Général d'AIX-EN-PROVENCE

laissé à la charge financière du Département des Bouches-du-Rhône, est fixé à :

137 052,96 € pour l'exercice 2016.

ARTICLE 2.- Le versement sera effectué en une seule fois.

ARTICLE 3.- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification et sociale – 119 avenue Maréchal de Saxe, 69003 Lyon Cedex 3 – dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification, pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4.- Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint de la Solidarité, le Directeur de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique et le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

La Présidente du Conseil départemental

Martine VASSAL

A R R E T E

Fixant la part du budget global prévisionnel
du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce d'**ARLES**
à la charge du Département des Bouches-du-Rhône pour 2016

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

VU le code de l' Action Sociale et des Familles,

VU le Code de la Santé Publique,

VU la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

VU le décret 76-389 du 15 avril 1976 complétant le décret 56-284 du 9 mars 1956, modifié, fixant les conditions techniques d'agrément des établissements privés de cure et de prévention pour les soins aux assurés sociaux par l'annexe XXXII bis concernant les conditions techniques d'agrément des Centres d'Action Médico-Sociale Précoce,

Vu le décret n° 83-1067 du 8 décembre 1983 relatif aux transferts de compétences en matière d'action sociale et de santé,

VU le décret n° 2004-1136 du 21 octobre 2004 relatif au code de l'action sociale et des familles,

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2002 et portant autorisation de la création d'un Centre d'Action Médico-Sociale Précoce rattaché au Centre Hospitalier d'Arles.

Considérant la convention bipartite du 30 novembre 2004 relative à la charge financière du Département limitée à 20 % du budget global de fonctionnement,

VU, la délibération n° ... du 9 septembre 2016 de la Commission Permanente du Conseil départemental,

Sur proposition du Directeur Général des Services du Département des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1.- Le montant de la part limitée à 20 % du budget global prévisionnel de fonctionnement du

Centre d'Action Médico-Sociale Précoce
du Centre Hospitalier d'ARLES

laissé à la charge financière du Département des Bouches-du-Rhône, est fixé à :

110 398,15 € pour l'exercice 2016.

ARTICLE 2.- Le versement sera effectué en une seule fois.

ARTICLE 3.- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification et sociale – 119 avenue Maréchal de Saxe, 69003 Lyon Cedex 3 – dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification, pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4.- Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint de la Solidarité, le Directeur de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique et le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

La Présidente du Conseil départemental

Martine VASSAL

ARRETE

Fixant la part du budget global prévisionnel
du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce d'**AUBAGNE**
à la charge du Département des Bouches-du-Rhône pour 2016.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

VU le code de l' Action Sociale et des Familles,

VU le Code de la Santé Publique,

VU la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

VU le décret 76-389 du 15 avril 1976 complétant le décret 56-284 du 9 mars 1956, modifié, fixant les conditions techniques d'agrément des établissements privés de cure et de prévention pour les soins aux assurés sociaux par l'annexe XXXII bis concernant les conditions techniques d'agrément des Centres d'Action Médico-Sociale Précoce,

Vu le décret n° 83-1067 du 8 décembre 1983 relatif aux transferts de compétences en matière d'action sociale et de santé,

VU le décret n° 2004-1136 du 21 octobre 2004 relatif au code de l'action sociale et des familles,

Considérant la convention bipartite du 18 mai 2001 relative à la charge financière du Département limitée à 20 % du budget global de fonctionnement,

VU, la délibération n° ... du 9 septembre 2016 de la Commission Permanente du Conseil départemental,

Sur proposition du Directeur Général des Services du Département des Bouches-du-Rhône,

A R R E T E

ARTICLE 1.- Le montant de la part limitée à 20 % du budget global prévisionnel de fonctionnement du

Centre d'Action Médico-Sociale Précoce
Du Centre Hospitalier Général d'AUBAGNE

laissé à la charge financière du Département des Bouches-du-Rhône, est fixé à :

166 432,70 € pour l'exercice 2016.

ARTICLE 2.- Le versement sera effectué en une seule fois.

ARTICLE 3.- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification et sociale – 119 avenue Maréchal de Saxe, 69003 Lyon Cedex 3 – dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification, pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4.- Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint de la Solidarité, le Directeur de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique et le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

La Présidente du Conseil départemental

Martine VASSAL

ARRETE

Fixant la part du budget global prévisionnel
du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de **LA CIOTAT**
à la charge du Département des Bouches-du-Rhône pour 2016

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

VU le code de l' Action Sociale et des Familles,

VU le Code de la Santé Publique,

VU la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

VU le décret 76-389 du 15 avril 1976 complétant le décret 56-284 du 9 mars 1956, modifié, fixant les conditions techniques d'agrément des établissements privés de cure et de prévention pour les soins aux assurés sociaux par l'annexe XXXII bis concernant les conditions techniques d'agrément des Centres d'Action Médico-Sociale Précoce,

Vu le décret n° 83-1067 du 8 décembre 1983 relatif aux transferts de compétences en matière d'action sociale et de santé,

VU le décret n° 2004-1136 du 21 octobre 2004 relatif au code de l'action sociale et des familles,

Considérant la convention bipartite du 18 mai 2001 relative à la charge financière du Département limitée à 20 % du budget global de fonctionnement,

VU, la délibération n° ... du 9 septembre 2016 de la Commission Permanente du Conseil départemental,

Sur proposition du Directeur Général des Services du Département des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1.- Le montant de la part limitée à 20 % du budget global prévisionnel de fonctionnement du

Centre d'Action Médico-Sociale Précoce
de La CIOTAT

laissé à la charge financière du Département des Bouches-du-Rhône, est fixé à :

78 488,63 € pour l'exercice 2016.

ARTICLE 2.- Le versement sera effectué en une seule fois.

ARTICLE 3.- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification et sociale – 119 avenue Maréchal de Saxe, 69003 Lyon Cedex 3 – dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification, pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4.- Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint de la Solidarité, le Directeur de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique et le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

La Présidente du Conseil départemental

Martine VASSAL

ARRETE

Fixant la part du budget global prévisionnel
du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de **MARTIGUES/MARIGNANE**
à la charge du Département des Bouches-du-Rhône pour 2016.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

VU le code de l' Action Sociale et des Familles,

VU le Code de la Santé Publique,

VU la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

VU le décret 76-389 du 15 avril 1976 complétant le décret 56-284 du 9 mars 1956, modifié, fixant les conditions techniques d'agrément des établissements privés de cure et de prévention pour les soins aux assurés sociaux par l'annexe XXXII bis concernant les conditions techniques d'agrément des Centres d'Action Médico-Sociale Précoce,

Vu le décret n° 83-1067 du 8 décembre 1983 relatif aux transferts de compétences en matière d'action sociale et de santé,

VU le décret n° 2004-1136 du 21 octobre 2004 relatif au code de l'action sociale et des familles,

Considérant la convention bipartite du 18 mai 2001 relative à la charge financière du Département limitée à 20 % du budget global de fonctionnement,

VU, la délibération n° ... du 9 septembre 2016 de la Commission Permanente du Conseil départemental,

Sur proposition du Directeur Général des Services du Département des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1.- Le montant de la part limitée à 20 % du budget global prévisionnel de fonctionnement du

Centre d'Action Médico-Sociale Précoce
de MARTIGUES/MARIGNANE

laissé à la charge financière du Département des Bouches-du-Rhône, est fixé à :

140 177,98 € pour l'exercice 2016.

ARTICLE 2.- Le versement sera effectué en une seule fois.

ARTICLE 3.- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification et sociale – 119 avenue Maréchal de Saxe, 69003 Lyon Cedex 3 – dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification, pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4.- Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint de la Solidarité, le Directeur de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique et le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

La Présidente du Conseil départemental

Martine VASSAL

ARRETE

Fixant la part du budget global prévisionnel
du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce René Bernard de **SALON**
à la charge du Département des Bouches-du-Rhône pour 2016.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

VU le code de l' Action Sociale et des Familles,

VU le Code de la Santé Publique,

VU la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

VU le décret 76-389 du 15 avril 1976 complétant le décret 56-284 du 9 mars 1956, modifié, fixant les conditions techniques d'agrément des établissements privés de cure et de prévention pour les soins aux assurés sociaux par l'annexe XXXII bis concernant les conditions techniques d'agrément des Centres d'Action Médico-Sociale Précoce,

Vu le décret n° 83-1067 du 8 décembre 1983 relatif aux transferts de compétences en matière d'action sociale et de santé,

VU le décret n° 2004-1136 du 21 octobre 2004 relatif au code de l'action sociale et des familles,

Considérant la convention bipartite du 18 mai 2001 relative à la charge financière du Département limitée à 20 % du budget global de fonctionnement,

VU, la délibération n° ... du 9 septembre 2016 de la Commission Permanente du Conseil départemental,

Sur proposition du Directeur Général des Services du Département des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1.- Le montant de la part limitée à 20 % du budget global prévisionnel de fonctionnement du

Centre d'Action Médico-Sociale Précoce René Bernard
du Centre Hospitalier Général de SALON
13657 SALON DE PROVENCE

laissé à la charge financière du Département des Bouches-du-Rhône, est fixé à :

144 391,30 € pour l'exercice 2016.

ARTICLE 2.- Le versement sera effectué en une seule fois.

ARTICLE 3.- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification et sociale – 119 avenue Maréchal de Saxe, 69003 Lyon Cedex 3 – dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification, pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4.- Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint de la Solidarité, le Directeur de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique et le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

La Présidente du Conseil départemental

Martine VASSAL

ARRETE

Fixant la part du budget global prévisionnel
du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce **SAINT-THYS**
à la charge du Département des Bouches-du-Rhône pour 2016.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

VU le code de l' Action Sociale et des Familles,

VU le Code de la Santé Publique,

VU la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

VU le décret 76-389 du 15 avril 1976 complétant le décret 56-284 du 9 mars 1956, modifié, fixant les conditions techniques d'agrément des établissements privés de cure et de prévention pour les soins aux assurés sociaux par l'annexe XXXII bis concernant les conditions techniques d'agrément des Centres d'Action Médico-Sociale Précoce,

Vu le décret n° 83-1067 du 8 décembre 1983 relatif aux transferts de compétences en matière d'action sociale et de santé,

VU le décret n° 2004-1136 du 21 octobre 2004 relatif au code de l'action sociale et des familles,

Considérant la convention bipartite du 18 mai 2001 relative à la charge financière du Département limitée à 20 % du budget global de fonctionnement,

VU, la délibération n° ... du 9 septembre 2016 de la Commission Permanente du Conseil départemental,

Sur proposition du Directeur Général des Services du Département des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1.- Le montant de la part limitée à 20 % du budget global prévisionnel de fonctionnement du

Centre d'Action Médico-Sociale Précoce
SAINT-THYS
13006 MARSEILLE

laissé à la charge financière du Département des Bouches-du-Rhône, est fixé à :

80 145,16 € pour l'exercice 2016.

ARTICLE 2.- Le versement sera assuré en quatre paiements.

ARTICLE 3.- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification et sociale – 119 avenue Maréchal de Saxe, 69003 Lyon Cedex 3 – dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification, pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4.- Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint de la Solidarité, le Directeur de la Protection Maternelle et Infantile et de la Santé Publique et le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

La Présidente du Conseil départemental

Martine VASSAL

